

Contribution FSU Commission SPRO du 31 mars 2020

La situation totalement inédite que nous traversons démontre une nouvelle fois la nécessité des services publics forts et modernes mais aussi la force des collectifs de travail, même quand les organisations institutionnelles sont défailtantes.

1) Etat des lieux après deux semaines de confinement

Dans l'Education nationale, alors que les directives officielles consistent à fermer le plus possible de CIO qui sont pourtant les services publics de proximité, spécialisés et qualifiés pour le conseil sur la scolarité et l'orientation scolaire et l'enseignement supérieur, ces services sont subitement devenus essentiels aux yeux de nos rectorats, même après la décision de fermeture des établissements scolaires ! Ils auraient dû rester ouverts quand tous les établissements scolaires étaient fermés et assurer un fonctionnement normal (réception du public, réalisation des bilans psychologiques voire activités de groupe) alors qu'aucun moyen de protection n'était prévu ni pour les usagers, ni pour les personnels.

Alors que les élu·e·s du personnel dénoncent depuis longtemps le sous-équipement criant des CIO, justifié par leur prétendue fermeture prochaine, les PsyEN et Directeurs-trices de CIO doivent faire avec des moyens de communication minimaux et parfois obsolètes. Ils sont ainsi contraints d'utiliser leurs propres matériel téléphonique pour rester au contact des jeunes, des familles, et des établissements scolaires ! Les ENT des établissements sont très fréquemment saturés, amenant les Psychologues, comme les enseignants, à se replier vers des solutions non institutionnelles en prenant ainsi des risques par rapport à la RGPD.

Il y a donc une certaine amertume quant à l'inconséquence des politiques menées et projetées en matière d'orientation dans l'Education nationale. Elles visent en effet, à transférer sur les enseignants une bonne partie des missions des PsyEN. Les professeurs dont l'élaboration du projet d'orientation n'est pas le métier, sont aux prises avec des exigences de « continuité pédagogique » qui ne leur permettent pas de d'accompagner leurs élèves comme la politique ministérielle continue à le leur demander, ignorante du travail exigé pourtant des PsyEN et DCIO.

Cette crise renforce la certitude que le maintien du contact avec les jeunes, les familles, les équipes s'appuie bien sur les liens qui se sont créés lors du travail de relation (entretiens, activités de groupe, permanence dans les EPLE...) qui amènent des jeunes et des parents, y compris ceux qui sont en difficulté, à reprendre contact avec le CIO, avec le.la PsyEN de leur établissement, qu'ils connaissent.

Il faudra avoir le courage d'en tirer les bonnes conclusions, aux antipodes d'une substitution du numérique au contact direct avec les adolescents. Il faut abandonner la privatisation progressive du champ de l'orientation scolaire qui ne s'appuie que sur des personnels non spécialisés et sur le numérique.

Heureusement les collectifs de PsyEN et DCIO, ayant l'expérience du travail en équipe, se sont organisés localement pour assurer la continuité du service en se répartissant la réponse aux demandes spontanées qui arrivent par mail ou téléphone au CIO, en contactant les jeunes et les familles et en poursuivant le travail de liaison avec les enseignants de leurs établissements

Que se serait-il passé si les PsyEN avaient été disséminés dans les établissements, sans plus de CIO ni de directeur-trice, comme le préconise le rapport Charvet ?

Au sein de Pole emploi, il aura fallu l'alerte donnée par les syndicats, dont le SNU- PE pour « danger grave et imminent » pour qu'enfin l'ordre de fermeture des agences au public soit donné une semaine après la fermeture des établissements publics. Pour autant, certains agents continuent à se rendre dans les agences pour récupérer les courriers adressés par des demandeurs d'emploi éloignés matériellement et psychologiquement du numérique. La question de l'actualisation des droits des demandeurs d'emploi reste entière pour les publics qui avaient l'habitude de se rendre en agence pour le faire. Malgré les engagements gouvernementaux sur le maintien des droits et la prise en charge du chômage partiel, si les manipulations techniques ne sont pas faites, les risques d'interruptions seront majeurs. Nos collègues craignent donc que dès Avril, il leur soit demandé d'accueillir de nouveau physiquement le public pour répondre à ces problèmes, au risque de leur santé et de celle des usagers.

La situation des Missions locales est très disparate selon les directions. Nos collègues qui tentent de travailler à distance malgré l'absence d'équipement dans bon nombre de cas, se posent beaucoup de questions quant au devenir des jeunes les plus fragiles, de ceux qui étaient en stage de formation ou allaient y accéder. Quelles propositions leur faire ?

2) Difficultés pour certains bénéficiaires

La fracture numérique qui éclate au grand jour illustre le décalage entre les discours officiels et la réalité. La FSU a depuis longtemps dénoncé ce renforcement des inégalités sociales. Par un effet « loupe » elle révèle le fond du problème.

Dans l'Education Nationale, Les difficultés avec les publics les plus en difficulté ne résident pas seulement dans l'accès au numérique mais aussi dans le rapport aux informations, leur appropriation, et la capacité à se projeter dans l'avenir. Ceux qui fuient une anticipation de leur avenir qui les met mal à l'aise, ne s'en sortent pas par un afflux d'informations mais par un contact avec un.e PsyEN qui les aide à se poser les bonnes questions et à élaborer progressivement des solutions possibles. Ces périodes d'isolement ne sont pas nécessairement propices à un retour sur soi et à une projection vers des perspectives nouvelles tant les incertitudes et la perte des repères habituels sont grands C'est bien, en grande partie, sur les contacts individuels et l'engagement des PsyEN et DCIO que repose donc la continuité de l'accompagnement en matière d'orientation.

Les CIO mettent à disposition de tous leurs publics, sur leur site, le rappel des éléments d'information essentiels sur les calendriers, les procédures, les ressources disponibles et les contacts possibles. Mais certains publics jeunes, nouveaux arrivants, décrocheurs, sous main de justice ont tout particulièrement besoin de contacts humains et d'accompagnement.

Les PsyEN participent également à des cellules d'urgence sur les effets de la pandémie et du confinement, dont les maltraitances et violences intra-familiales.

A Pole emploi, les agents sont mobilisés pour contacter directement tous les demandeurs qui ont besoin d'actualiser leurs dossiers. La FSU regrette que sa demande d'actualisation automatique des droits des demandeurs et d'inscription rétroactive n'aient pas été acceptées, ce qui va générer des difficultés tant pour le public que pour les agents.

Il n'y a pas de solutions miracles. La crise sanitaire fait éclater au grand jour, dans l'EN, comme à Pôle emploi, comme à l'hôpital, les conséquences de la folie gestionnaire qui s'est attaquée aux services publics et nous met tous aujourd'hui en difficulté. Ce sont les liens que les personnels qualifiés sont capables de nouer avec les personnes fragiles et les jeunes qui permettent de poursuivre un travail efficace.

3) Les suites du Covid-19

L'accompagnement psychologique des parents, des élèves, des enseignants, des usagers en général, sera nécessaire car nous allons découvrir les situations de détresse provoquées par des décès dans les familles et chez les personnels, la peur de reprendre une « vie normale », l'exacerbation des tensions intrafamiliales dues au confinement, les ruptures dans les vies personnelles et professionnelles.

➤ **Dans l'Education Nationale, la période de fin d'année est déjà très chargée.**

-La FSU demande aux DCIO de faire remonter toutes les difficultés basées sur la connaissance précise des situations locales quant à la tenue des calendriers, des procédures et des différentes commissions. Il faudra en tenir compte pour que les dates soient ajustées afin de permettre que ces opérations, dont les conséquences sont importantes pour le devenir des collégiens et des lycéens, se fassent dans la sérénité et non dans l'urgence.

-Une attention particulière devra être apportée aux élèves de lycées professionnels qui risquent de souffrir plus que les autres de l'éloignement de l'Ecole et céder aux sirènes des offres d'emploi en contrats courts, dans différents secteurs économiques. Particulièrement en région Île-de-France où la qualification est indispensable pour trouver un emploi, il importe de définir une politique commune entre les différents acteurs susceptibles de recevoir ces jeunes afin que rien ne soit fait pour favoriser leur décrochage.

-Il est indispensable que des solutions scolaires, des possibilités d'aide au raccrochage soient proposées aux jeunes décrocheurs ou en passe de l'être, pour qu'ils n'abandonnent pas leur cursus de formation ou s'engagent dans une formation professionnelle.

➤ **la FSU craint un afflux des demandes adressées à pôle emploi, tant des demandeurs d'emploi que des employeurs, à la sortie du confinement et redoute une vague de licenciements.** Elle demande des mesures de facilitation des démarches et ouverture des droits : actualisation automatique et validation rétroactive des 1ères inscriptions à Pole emploi. Un accroissement conséquent des effectifs de pôle emploi est indispensable pour faire face aux nouvelles charges, car l'établissement est déjà en sous effectif et assure un service déjà dégradé par rapport à ses missions.

➤ **Pour les jeunes suivis par les missions locales, il faut veiller à ce que les rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle soient maintenues et faire en sorte que**

les stages inachevés puissent être prolongés. Nous demandons également le report des sessions de formation qui ont été annulées pour cause de confinement.

La FSU attend que des enseignements soient tirés de cette crise sans précédent et qu'ils se traduisent par un changement complet de politiques à l'égard des services publics et de leurs personnels. Il est impératif qu'on cesse de réduire sans cesse les recrutements et les budgets du service public. Selon certains, ce serait utopique dans le contexte économique difficile qui va faire suite à la crise sanitaire. Au contraire, la crise actuelle impose un changement complet de logiciel et il est grand temps que les pouvoirs publics le comprennent enfin et prennent des décisions urgentes